

**IIIème SOMMET MONDIAL DES REGIONS SUR LA SECURITÉ ET LA
SOVERAINETÉ ALIMENTAIRE
CUENCA, 26-28 AVRIL 2018**

DECLARATION FINALE – “CARTE DE CUENCA”

La pauvreté, l'inégalité, le changement climatique, causes de la faim, sont des problèmes intimement liés et représentent les grands défis pour l'humanité; malgré les certaines avancées de ces dernières années, la sécurité et la souveraineté alimentaire continuent d'être des droits en suspend pour des millions d'êtres humains dans le monde. Les régions et leurs gouvernements, avec la société civile et le secteur privé, ont une responsabilité et un rôle à jouer face à ces enjeux.

Poursuivant les sommets de Dakar (2010) y Medellin (2012) que prouvèrent le rôle des acteurs régionaux et des systèmes alimentaires territoriaux, les gouvernements régionaux ont offert un espace de réflexion, de débat et d'intervention, permettant une large participation des représentants de gouvernements nationaux et infranationaux, de la communauté internationale et de la société civile, dans le IIIème Sommet des Régions sur la Sécurité et la Souveraineté Alimentaire « Faim Zéro », réuni a Cuenca, Equateur, entre le 27 et le 28 avril 2018. Après d'intenses journées de réflexion, de dialogue et d'échanges de connaissances sur les systèmes agroalimentaires et du rôle des gouvernements intermédiaires pour contribuer à atteindre l'Objectif de Développement Durable sur la « Faim Zéro », déclarent :

1. Mettre en évidence les efforts de la communauté internationale en matière du droit à l'alimentation en termes de sécurité et de souveraineté alimentaire, ainsi que l'importance du défi d'atteindre, en 2030, l'éradication de la pauvreté, de la faim, qui ne sont pas compatibles avec les actuels modèles de production, transformation et de consommation.
2. Considérer les personnes comme sujets ayant droit à une alimentation adéquate qui doit être garantie par les Etats , sans exclusions territoriales, ethniques, d'âge ou de genre dont les réponses requièrent des politiques et des programmes différenciés qui tiennent compte de ces inégalités.
3. Comprendre que la faim, la pauvreté et l'inégalité sont des phénomènes structurels intimement liés, devant être abordés et résolus de manière intégrale, à partir d'un dialogue et d'une action coresponsable qui inclue à tous les acteurs des territoires.
4. Exiger aux gouvernements nationaux et locaux la mise en place de mesures garantissant l'éradication de toute forme de violence, et la promotion d'un statut social égalitaire pour les femmes, particulièrement des femmes indigènes et paysannes ainsi que de l'autonomie économique, de l'accès à la terre, à la santé, à l'éducation, qui puisse contribuer au développement équitable pour la sécurité et la souveraineté alimentaire.
5. Reconnaître les fossés inégalitaires entre les territoires et l'accès aux ressources, qui aggravent les problèmes de pauvreté, de faim, de malnutrition, pour lesquels des actions intégrales, adéquates aux conditions environnementales sociales, culturelles et économiques de chaque territoire sont requises.

6. Manifester la préoccupation sur l'évolution du double aspect de la malnutrition, aussi bien en termes de dénutrition chronique qu'en termes de croissance du surpoids et de l'obésité, avec des problèmes de santé qui en découlent et entraînent la mort de millions d'êtres humains, surtout dans les régions les plus pauvres du monde.

7. Alerter sur la situation de la sécurité alimentaire des populations en zones de conflit, déplacées pour cause de crises humanitaires, et appeler à la solidarité internationale pour répondre à leurs nécessités ainsi que pour promouvoir la paix.

8. Exiger des actions effectives pour réduire la perte d'aliments tout au long de la chaîne de production et de consommation, comme la création de banques alimentaires, de circuits courts, de promotion de bonnes pratiques agricoles et industrielles, de production d'énergies alternatives ou de consommation responsable.

9. Mettre en avant la nécessité d'impulser des systèmes agroalimentaires durables, en promouvant des pratiques agroécologiques qui respectent les limites de la nature dans la préservation de ses ressources, stimulant la participation des jeunes comme acteurs essentiels pour la nouvelle ruralité.

10. Souligner l'importance de l'agriculture familiale, associative et coopérative pour la sécurité et la souveraineté alimentaire, pour la protection de l'environnement, de la biodiversité et de la diversité culturelle, ainsi que dans la création d'emplois et de revenus et son apport à la richesse des nations; et proposer pour celle-ci, la nécessité de créer et de mettre en application des politiques différenciées et intégrales pour sa promotion et sa protection.

11. Promouvoir une consommation responsable d'aliments, des régimes durables, des circuits courts, des modes de vie plus sains et une culture alimentaire qui incite au bon usage et à la diversification du patrimoine agroalimentaire régional, avec une identité territoriale adéquate, offrant une information adéquate et une voix aux citoyens par rapport à la qualité des aliments.

12. Affirmer l'importance du local dans la création de solutions face aux problèmes d'insécurité alimentaire, de malnutrition et de pauvreté, qui contribuent à la formation d'une connaissance globale constituée à partir du territoire, comprise comme un système de liens urbains-ruraux, et d'installation humaines respectueuses de la nature.

13. Souligner le rôle des gouvernements régionaux et nationaux à promouvoir des programmes de construction d'infrastructures de commercialisation, d'eau, d'irrigation et d'assainissement dans les territoires; d'assistance alimentaire aux populations vulnérables et en danger; d'achats publics directs d'aliments aux organisations d'agriculteurs; et de politiques d'accès à la terre pour les petits producteurs, à l'eau, aux graines, aux technologies aux financements, aux infrastructures et aux marchés fonctionnant sur des relations inclusives.

14. Renforcer le rôle des régions dans la création d'informations dans l'innovation appliquée, dans les schémas inclusifs de commercialisation et de transformation, de diversification du revenu rural, et de stratégies qui permettent d'éliminer les fossés entre les secteurs urbains et ruraux, adoptant une logique de développement intégral du territoire.

15. Mettre en œuvre des actions pour protéger les écosystèmes et assurer la diversité de la faune et de la flore, la conservation des sources d'eau et faire face aux impacts du changement climatique dans la production des aliments par des mesures de mitigation, d'adaptation et de renforcement de la capacité de résilience des territoires.

16. Engager les régions à assumer la formation d'espaces de gouvernance participative autour de la sécurité et la souveraineté alimentaire, qui implique tous les acteurs territoriaux des systèmes agroalimentaires de manière plus large et incluante, promouvant la articulation des politiques et des niveaux des gouvernements centraux, régionaux et locaux.

17. Favoriser l'échange au niveau conceptuel et pratique, de politiques publiques, des apprentissages et de développement de capacités autour des initiatives en faveur de la sécurité et la souveraineté alimentaire à partir des régions, en établissant des alliances avec les universités et les centres de recherche, ainsi qu'avec les organisations internationales, des agences de coopération et ONGs, qui participent à la gestion de connaissances dans domaine.

18. Exprimer le fait que les défis liés à la sécurité et à la souveraineté alimentaire requièrent un effort global et multidimensionnel, qui implique une coopération mutuelle sur le plan international, l'établissement d'alliances entre les acteurs publics, privés et de la société civile, ainsi qu'une coordination synergique entre les niveaux nationaux, régionaux et locaux de gouvernement, depuis un point de vue territorial.

19. Appuyer l'engagement et les efforts des régions, pour l'accomplissement de l'agenda 2030, particulièrement concernant les objectifs d'éradication de la pauvreté et de la faim, ainsi que des objectifs et des sujets qui y sont liés.

20. Créer une plateforme internationale de coopération horizontale et décentralisée, qui articule les initiatives de sécurité et de souveraineté alimentaire dans les régions du monde, et qui élabore un plan d'action en fonction des lignes tracées au IIIème Sommet Mondial des Régions sur la Sécurité et la Souveraineté Alimentaire « Faim Zéro », entre les représentations des régions et du système des nations Unies.

21. Fournir cette Déclaration de Cuenca au système des Nationaux Unies pour qu'il puisse tenir compte dans son agenda sur la Sécurité et la Souveraineté Alimentaire et que des politiques, des actions, des programmes et des projets concrets soient mis en œuvre au profit du développement territorial.

Pour finir, exprimer une reconnaissance toute particulière pour la préparation de cet évènement et pour son hospitalité, au Gouvernement Provincial d'Azuay, au Consortium de Gouvernements Autonomes Décentralisés Provinciaux d'Equateur CONGOPE, à l'Organisation des Régions Unies ORU FOGAR et à la plateforme des organisations qui contribuèrent à la réalisation du IIIème Sommet Mondial des Régions sur la Sécurité et la Souveraineté Alimentaire.

Cuenca, 28 avril 2018.